La Populace

Al-Balagh, 24 février 1946.

À cinq heures de l'après-midi, jeudi dernier, on rapporta que notre Conseil des ministres s'était réuni, avait étudié les événements survenus ce jour-là, et avait chargé son président de protester contre les Anglais — parce qu'ils avaient défié les manifestants du Caire, si bien que des véhicules britanniques avaient foncé dans leurs rangs et en avaient laissé beaucoup à terre, morts ou blessés ; et parce qu'ils avaient défié la souveraineté égyptienne, s'arrogeant le droit de maintenir l'ordre et d'assurer la sécurité, alors que seule l'autorité égyptienne devrait s'en charger ; et parce qu'ils avaient défié les principes les plus élémentaires de l'humanité, en tournant mitrailleuses et fusils à tir rapide contre une foule désarmée qui ne voulait de mal à personne, et qui n'avait été poussée qu'à se défendre du mal qu'on déversait sur elle. Les Anglais avaient pourtant convenu auparavant avec le gouvernement égyptien que le Caire serait interdit aux soldats britanniques le jeudi, puis ils avaient rompu cet accord sans raison connue. Vers huit heures, on rapportait donc que le Conseil des ministres avait chargé son président de protester, mais on rapportait aussi que leur président leur avait promis de protester — mais seulement après avoir connu le résultat de l'enquête.

Je ne sais si les ministres ont pesé toutes ces considérations que j'ai mentionnées, ou seulement certaines d'entre elles, ou d'autres considérations encore ; mais, selon ce qui se disait, ils demandèrent à leur président de protester. Vers huit heures et demie, on rapportait que les Britanniques avaient envoyé — ou avaient l'intention d'envoyer — un ultimatum au gouvernement égyptien, et les rumeurs allaient dans des directions diverses quant à son contenu. Quelques instants plus tard, on dit que le Premier ministre s'adresserait au peuple à la radio. Et à neuf heures et quart, le Premier ministre s'adressa au peuple, rejetant — selon ses propres termes — sur la populace la responsabilité de ce qui s'était passé, et parlant de choses non encore comprises, que l'enquête devait, espérait-on, clarifier ; puis il annonça, d'une voix qu'il voulait résolue mais qui faiblit et s'effondra comme s'effondre un édifice croulant, qu'il interdirait les manifestations et réprimerait sévèrement ceux qui jouaient avec le feu. Tout cela se résume ainsi : les événements de jeudi dernier venaient à peine de se produire qu'une course s'engagea entre le ministère égyptien et l'ambassade britannique pour savoir qui protesterait le premier. Le ministère égyptien avait l'intention de

protester, mais ne le fit pas ; il attendit plutôt les résultats de l'enquête. L'ambassade britannique n'avait pas l'intention de protester, et pourtant elle protesta effectivement, sans attendre aucune enquête. Elle publia, au même moment, une déclaration adressée au peuple et au monde, tout comme le Premier ministre avait publié une déclaration au peuple. Et dans sa déclaration, elle fit exactement ce qu'avait fait le Premier ministre, avec seulement une différence de ton et de formulation, rejetant sur la populace la responsabilité de ce qui s'était passé, et prenant ces événements comme excuse pour le massacre du peuple et l'atteinte à la souveraineté égyptienne sur le sol égyptien lui-même.

Il semble fort probable qu'il y ait dans notre ministère une faiblesse née de l'âge et des années qui avancent, qui l'a empêché d'être le premier à protester, bien que ce droit lui appartînt proprement ; de sorte que l'ambassade britannique l'y précéda, avec ce résultat curieux que le meurtrier proteste contre le tué, et que l'agresseur accuse celui qu'il a lésé.

Quelle que soit la réponse du gouvernement égyptien à la protestation britannique, elle n'aura ni poids ni portée réels ; car un gouvernement digne de ce nom n'attend pas d'être contraint par son adversaire à une posture défensive, lorsque la nature même des choses et les faits avérés le plaçaient déjà dans une posture de colère face à un droit volé, un sang versé, une dignité outragée et une souveraineté dilapidée.

Et les choses ne s'arrêtèrent pas là, car les Britanniques protestèrent oralement le vendredi et par écrit le samedi, et dépassèrent toute mesure. Ils ne se contentèrent pas du ministère, comme s'ils ne lui faisaient pas confiance et ne le reconnaissaient pas, mais portèrent leur protestation jusqu'à Sa Majesté le Roi lui-même, tandis que Sidqi Pacha déclarait, au même moment, que la situation ne s'était pas aggravée — alors que, la veille au soir, la situation avait pourtant atteint le pire degré d'aggravation. Les Britanniques ne se contentèrent pas d'attaquer le peuple et de protester auprès du gouvernement ; ils attaquèrent le gouvernement lui-même en le contournant et en portant leur protestation jusqu'à l'occupant du trône, dans un pays que l'on dit constitutionnel, doté d'un ministère responsable établi précisément pour traiter avec les ambassades, et pour être traité par elles, afin d'épargner au trône de tels contacts, qui ne conviennent ni à la majesté ni à l'élévation au-dessus de ces responsabilités qu'il convient à lui comme à l'État de conserver, quelles que soient les circonstances ! Et pourtant, Sidqi Pacha croit que

la situation ne s'est pas aggravée. Il semble fort probable que, pour Sidqi Pacha, la situation ne s'aggravera jamais, à moins que les circonstances ne le contraignent à abandonner le pouvoir et à retourner au Club Muhammad Ali, pour y plaisanter, matin et soir, sur les gouvernements alors en place, et pour y envoyer à Al-Ahram ses propos mordants sur la conduite de tel ou tel ministre.

Ce qui ne fait aucun doute, c'est que le ministère de Sidqi Pacha est le moins adapté de tous les ministères aux circonstances qui entourent aujourd'hui la vie égyptienne, tant intérieures qu'extérieures. Tout a changé depuis la démission de Sidqi Pacha en 1933 : la vie extérieure a changé, et les circonstances politiques mondiales ont changé, si bien que la politique douce, souple et traditionnelle sur laquelle Sidqi Pacha s'appuyait autrefois avec l'ambassadeur britannique dans son précédent ministère a perdu tout poids et toute valeur, et tout exige désormais résolution, sérieux, fermeté, et une disposition à aller jusqu'au bout. Sidqi Pacha fut Premier ministre à l'époque où Sir Percy Loraine était Haut-Commissaire, et il s'est donc habitué à gouverner sur une base autre que celle de l'indépendance — habitué à gouverner sur le principe que la voix britannique doit être plus forte que la voix égyptienne ; et bien qu'il fût de ceux qui signèrent le traité de 1936, sa mentalité demeure celle de la domination anglaise et celle de la complaisance envers les Anglais.

Et la vie égyptienne intérieure a changé elle aussi, de sorte que le peuple a désormais des espoirs et des ambitions qui n'étaient pas apparents durant son premier ministère, et des gouvernements ont surgi qui ont reconnu ces espoirs et œuvré à leur réalisation, renforçant ainsi la confiance du peuple en lui-même et sa foi dans son propre droit à la justice sociale, et sa fermeté à atteindre ce droit quelles que soient les circonstances.

Et Sidqi Pacha s'indignait, au Club Muhammad Ali, matin et soir, contre cette évolution, se moquant de ce que les gouvernements appelaient l'équité, se moquant de ce que les gouvernements appelaient l'allègement des charges du peuple, exprimant son inquiétude pour le budget de l'État d'une part et pour l'autorité des riches et des puissants d'autre part, redoutant par-dessus tout que le peuple prenne conscience de ses droits et de sa dignité, et n'assignant à la nation égyptienne qu'un seul but, qu'il considérait comme l'idéal suprême du progrès et de l'avancement : que la terre soit mise en valeur et la santé du peuple renforcée, afin que le peuple travaille pour ses maîtres, et que la terre

produise pour ces maîtres ce qu'ils voudraient dépenser sans compter. Et rien ne le prouve mieux que le fait que l'esprit de Sidqi Pacha demeure aujourd'hui exactement ce qu'il était auparavant : lorsqu'il parle de politique, il établit une distinction entre l'élite et la populace, instinctivement persuadé qu'il existe parmi les hommes des grands qui commandent et des petits qui obéissent, et qu'il existe parmi les hommes des maîtres qui se distinguent et des faibles qu'on exploite. Et quels que soient les événements qui se déroulent autour de lui, il ne peut changer sa nature, ni se forger une nouvelle doctrine.

Et Sidqi Pacha n'est pas seul dans cette nature conservatrice ; il y a de nombreux associés, qui acceptent l'évolution politique et sociale à contrecœur, parce qu'ils ne peuvent lui résister, encore moins l'empêcher, et qui, pour cette raison, s'y accommodent par feinte plutôt que par sincérité, saisissant par elle les occasions et l'épiant aux moments propices, leurs langues y croyant tandis que leurs cœurs la renient.

Sidqi Pacha et ses associés savent parfaitement que la constitution place tous les Égyptiens sur un pied d'égalité en droits comme en devoirs, sans distinction entre riche et pauvre, fort et faible, éminent et obscur. Et Sidqi Pacha sait que cette égalité n'est qu'un reflet de la nature même des choses, car tous les hommes ont pris une seule et même voie pour entrer dans la vie, nés de leurs mères de la même manière, et ils en sortiront tous par une seule et même voie, qui est la mort ; Dieu les a fait sortir de la terre et les y ramènera, sans établir entre eux, en cela, la moindre distinction.

Sidqi Pacha et ses associés le savent parfaitement, mais ils ne veulent pas y croire, ni y trouver quelque réconfort, parce qu'ils aiment à se distinguer, à se croire supérieurs, à se placer au-dessus des autres et à se croire grands ; et c'est pour cela qu'ils parlent de l'élite, qui doit régner et se distinguer, et de la populace, qui doit se soumettre et être menée. Et plus étrange encore, Sidqi Pacha et ses associés savent parfaitement que l'élite égyptienne n'est une élite que par accident, créée de poussière comme les autres hommes, et non créée de feu comme les démons furent créés ; c'est simplement que le mauvais ordre social a permis à leurs proches ancêtres de s'enrichir après la pauvreté, de s'élever après l'abaissement, et de s'instruire après l'ignorance, si bien qu'ils devinrent une élite distinguée par le seul hasard, alors qu'ils auraient aussi bien pu rester, comme le reste de cette populace, sans aucune distinction du tout.

C'est pour cette raison que les Égyptiens observent que leur vie oscille perpétuellement entre deux époques : une époque où l'on invoque fréquemment les mots « populace », « foule » et « racaille », et autres mots semblables, qui proclament la distinction du distingué et la soumission du soumis — et c'est l'époque où quelques-uns monopolisent le pouvoir pour eux-mêmes, pensant davantage à eux-mêmes qu'au peuple, s'appuyant davantage sur leur propre distinction que sur la force du peuple, comptant davantage sur leur propre habileté que sur le soutien du peuple, pour nulle autre raison que celle de posséder un privilège qu'ils tiennent à préserver et refusent d'abandonner. Et ainsi, si le peuple s'irrite, cette colère ne les concerne pas, ne leur nuit pas, ne les trouble pas, sauf lorsqu'elle met en péril leurs propres intérêts et leur privilège. Mais si le peuple aspire au progrès, et que son âme s'élève vers la dignité et l'amélioration de sa condition, c'est alors ce qui trouble leur repos et les tourmente nuit et jour — car le progrès du peuple signifie l'accomplissement de l'égalité, et cela signifie l'abolition du privilège, et l'abolition du privilège signifie que tous les hommes deviennent également maîtres, de sorte qu'aucun d'entre eux, comme Sidqi Pacha, ne pourrait plus parler à la radio pour rejeter sur la populace la responsabilité de ce qui s'est passé.

Avez-vous vu, lecteur, que le ministère de Sidqi Pacha est le moins adapté de tous les ministères aux circonstances de la vie égyptienne ? La vie égyptienne actuelle exige en Égypte un ministère capable de tenir ferme face aux Anglais, de leur dire « non », de protester contre eux lorsqu'ils dépassent les limites du traité, de leur demander, avec résolution et fermeté, de ne pas se jouer des promesses une fois données, de ne pas trahir les engagements une fois affirmés, de ne pas maintenir leurs soldats en place après que leurs ennemis eurent été vaincus avec l'aide de l'Égypte, et après que la protection de la sécurité mondiale fut passée entre les mains d'un organisme international.

Et Sidqi Pacha n'est en rien de tout cela, car il ne s'est habitué qu'à négocier avec Sir Percy Loraine, le Haut-Commissaire britannique. Une semaine s'était à peine écoulée — que dis-je ?! Trois jours à peine s'étaient écoulés depuis la formation de son ministère lorsque ces événements survinrent, et Sidqi Pacha se montra trop faible pour porter ce fardeau et faire face aux nouvelles circonstances ; il faiblit, il se relâcha, et laissa les Anglais le précéder dans la protestation, permettant à leur fausseté de se montrer et de se dresser avec arrogance, et contraignant le droit légitime des Égyptiens à se faire honteux et à se

dissimuler — parce que Sidqi Pacha n'est en rien un homme de cette époque.

Et la vie égyptienne, en cette époque, a besoin d'un ministère qui ressente avec le peuple ce que ressent le peuple, qui souffre de sa douleur et partage son malheur, qui refuse d'être rassasié tandis qu'il a faim, qui refuse de jouir de l'aisance tandis qu'il est misérable, et qui refuse de se sentir en sécurité tandis que son sang est versé par les mains des Anglais.

Et Sidqi Pacha n'est en rien de tout cela, et la preuve en est qu'il s'est adressé au peuple après que son sang eut été versé au Caire, sans le consoler ni le réconforter, ni lui déclarer qu'il lui rendrait justice après le tort subi et lui restituerait pleinement son droit ; il l'a plutôt blâmé et réprimandé, et a rejeté sur la populace — c'est-à-dire sur le peuple — la responsabilité des événements, évoquant à peine les Anglais agresseurs, et seulement avec douceur, délicatesse, courtoisie et réserve.

Tout cela parce que Sidqi Pacha et ses semblables habitent une vallée, et que le peuple en habite une autre. Que cette poignée de gens, qui se disputent le pouvoir et s'y accrochent si désespérément, me croient : l'ère de la domination et du privilège est passée, et seule l'affectation la maintient encore en vie en Égypte, mais l'affectation ne peut s'étendre indéfiniment. Que ces messieurs se reposent eux-mêmes, et qu'ils laissent les autres se reposer d'eux ; qu'ils se contentent, si le contentement leur est possible ; qu'ils jouissent de la richesse, du rang et du bien-être que Dieu leur a accordés ; et qu'ils laissent le peuple misérable à sa noble lutte — afin que le peuple puisse peut-être obtenir une partie de ce qu'il réclame de son droit, afin qu'il puisse peut-être alléger, même un peu, cette détresse.